

GLASGOW/Écosse

Comment créer une communauté sûre pour tous ?

Par **Elinor KELLY**, chargée de recherches au *département de sociologie-anthropologie, université de Glasgow*

Introduction

L'Écosse est un petit pays ayant récemment obtenu une certaine autonomie au niveau gouvernemental. Elle tente de se libérer des chaînes du passé en cultivant sa propre identité politique et en formant des alliances stratégiques au sein de l'Union européenne. Historiquement, l'Écosse était un pays d'où l'on émigrerait ; de nos jours, sa population est en baisse et elle doit attirer des immigrants pour alimenter son économie. Une étape importante dans la marche vers l'intégration a été atteinte lorsque tous les partis politiques écossais ont décidé que toute personne résidant en Écosse, quelque que soit sa nationalité, aurait le droit de voter lors du référendum sur la dévolution (décentralisation du gouvernement du Royaume-Uni et création d'un parlement en Écosse). Cette

décision a été prise dans le cadre du consensus démocratique libéral qui prévaut dans le milieu politique écossais.

Le racisme est présent en Écosse, et il est autrement plus généralisé et plus dangereux que ce que pensaient les autorités écossaises tant qu'elles prenaient l'Angleterre comme élément de comparaison. Maintenant que les hommes politiques au niveau national et local disposent de plus de pouvoirs, et font l'objet de beaucoup plus de pression de la part du mouvement antiraciste et des différents organismes représentant les minorités ethniques, ils se sont penchés de plus près sur la question et ont mis à jour des éléments déconcertants.

Historique

Des efforts considérables ont été consentis afin de contrer le racisme et de préserver l'éthique égalitaire si caractéristique de l'Écosse. Tout au long des années passées sur les bancs de l'opposition au gouvernement conservateur de Westminster (1979-1997), des hommes politiques aux échelons supérieurs du parti travailliste au Parlement de Westminster et aux conseils municipaux écossais les plus puissants peaufinaient les compétences qui leur permettraient de faire cohabiter l'idéologie classique socialiste de la lutte des classes et les besoins et revendications des groupes sociaux sous-représentés, notamment des femmes et des minorités ethniques. C'est le parti travailliste qui promulgua des lois sur les relations interraciales et contre la discrimination sexuelle, avant l'adoption de politiques radicalement de droite sous Thatcher. L'élan en fut coupé pendant dix-huit ans au niveau du gouvernement, mais survécut

au sein de l'opposition et au niveau régional, où les administrations travaillistes mirent en place les premières structures (baptisés 'Equality Units') dont la vocation était de promouvoir l'égalité en remettant en cause la discrimination et en engageant des actions positives.

L'essentiel de la vision des Conservateurs était d'imposer la notion de suprématie blanche comme constitutive de la nationalité britannique. Après la deuxième guerre mondiale, au cours de laquelle des milliers de soldats originaires de l'empire colonial servirent sous le drapeau britannique, la loi sur la nationalité de 1948 donna une forme de statut britannique à tous les citoyens des colonies et des dominions. Une libre entrée sur le territoire britannique favorisa la liberté d'émigration à une époque où la Grande-Bretagne réclamait des travailleurs originaires des Antilles et d'Asie. Le fait que certains de ces travailleurs immigrés s'installeraient définitivement n'avait pas

été prévu. Tandis que des communautés africaines, antillaises, indiennes et pakistanaises s'établissaient, le racisme de l'empire colonial enflammait le racisme métropolitain. Les autorités publiques, confrontées à l'exigence de prendre des mesures contre la discrimination raciste manifeste dans les domaines du travail et du logement, assimilèrent les actions défensives des immigrants à des émeutes raciales nécessitant une forte intervention policière et des peines sévères. L'organisation de la résistance antiraciste commençait à se mettre en place mais l'opinion publique était très majoritairement contre les nouveaux arrivants. Les gouvernements successifs, travaillistes aussi bien que conservateurs, mettaient en avant l'idée que des "relations interraciales harmonieuses" passaient par un contrôle de l'immigration. À chaque fois que des détenteurs de passeports britanniques de pays africains ou asiatiques ayant obtenu leur indépendance tentaient de fuir des persécutions, le gouvernement en place changeait rapidement les réglementations afin de pouvoir les exclure.

Il fut décidé d'adopter et d'étendre le principe simple consistant à privilégier le droit du sang et à éliminer le droit du sol, droit de longue date à la nationalité britannique de tout enfant né en Grande-Bretagne. Ce changement en faveur du droit du sang garantit aux colons blancs des anciens dominions de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Canada, de l'Afrique du Sud et des anciennes colonies, le maintien du droit d'entrée en Grande-Bretagne, tandis que les descendants des peuples africains, asiatiques et antillais perdirent ce droit en même temps que beaucoup d'autres. La loi sur la nationalité de 1981 paracheva la consécration du droit du sang, excluant ainsi de façon tellement draconienne la majorité de l'ancien empire colonial que le gouvernement dut précipiter un certain nombre d'amendements à chaque fois qu'il s'aperçut qu'il avait négligé une enclave de colons blancs.

Le gouvernement travailliste qui remporta l'élection de 1997 dut faire face à un défi sérieux concernant le racisme, initié par des éléments internes et externes au parti. Le mouvement antiraciste, ayant pris des forces au cours des longues années d'opposition aux conservateurs, était maintenant mobilisé autour de la campagne relative au cas de Stephen Lawrence, un étudiant

Noir tué par un groupe de jeunes Blancs à Londres. Le Secrétaire d'État demanda une enquête publique, source importante de controverse, car le tribunal exposa les faiblesses de la police londonienne. Les conclusions de ce rapport et les recommandations de modifications législatives et administratives étaient radicales. Le gouvernement essaya de mettre en œuvre certains points (tels qu'un changement de la loi relative aux incidents racistes) immédiatement, mais hésita à mettre en œuvre la modification la plus radicale de toutes : faire de l'élimination de la discrimination raciale et de la promotion de l'égalité raciale une obligation légale de toute autorité publique, y compris de la police. La pression sur le gouvernement était cependant importante, et en 2000, un amendement à la loi sur les relations interraciales était promulgué.

Le problème de l'asile politique, hérité des conservateurs, était également brûlant, mais pour des raisons différentes. En 1997, 100 000 demandeurs d'asile attendaient que leur cas soit traité et le service de l'immigration était proche de l'effondrement : en sous-effectif, travaillant sans informatique, submergé par le nombre d'arrivants dans les ports du sud du pays. La volatilité des journaux populaires et l'exploitation par la droite des scandales liés aux demandes d'asile suffirent à provoquer une montée du racisme et même à influencer les résultats des élections dans certaines circonscriptions. La priorité était électorale. Le parti travailliste tenait à remporter un deuxième mandat et la stratégie électorale exigeait que l'on étouffe toute voix dissidente concernant les demandeurs d'asile. Le Secrétaire d'État s'empressa d'introduire une nouvelle forme de centralisme autoritaire, fournissant enfin au service de l'immigration des ordinateurs, et créant une nouvelle agence, le National Asylum Support Service (NASS, service national de soutien aux demandeurs d'asile) avec comme mandat la dispersion des demandeurs d'asile concentrés autour de Londres et des ports. Il s'essaya également à une expérience risquée : refuser de donner de l'argent liquide aux demandeurs d'asile, exigeant d'eux qu'ils utilisent des bons d'achat fournis par le NASS. L'avantage au niveau électoral de ce stratagème est évident : contrer les accusations par les journaux populaires de "faux demandeurs d'asile" descendant en masse sur la Grande-Bretagne soi-disant laxiste, car elle serait plus généreuse que d'autres pays.

Le défi pour l'Écosse

En 1997, Le mouvement antiraciste en Écosse avait pris de l'ampleur et avait contribué à l'intégration du concept d'égalité des chances (Equal Opportunities) dans le Scotland Act (loi conférant une certaine autonomie à l'Écosse), mais n'était pas suffisamment fort pour obtenir la représentation des minorités au sein des partis politiques avant le référendum et les élections parlementaires écossaises. En effet, le mouvement a été dépassé en partie par la poussée de la représentation des femmes. Au final, on compte 37 % de femmes députés au Parlement écossais, ainsi que plusieurs ministres femmes au gouvernement écossais, et une vague sans précédent de mesures visant à contrer la discrimination sexuelle furent intégrées dans la politique générale. Cela rendit d'autant plus frustrant l'échec des candidats issus de minorités ethniques à pénétrer les systèmes des partis politiques. Tous les députés et ministres écossais sont blancs.

Dans le but de compenser ce déficit démocratique, les ministres et le Parlement s'empressèrent de mettre en place un ensemble de structures et de systèmes destinés à favoriser l'égalité des chances et des races, et à améliorer la justice sociale. Ils découvrirent vite qu'il y avait des années de retard à combler, car l'Écosse avait été exclue de tous les programmes de suivi ethnique britannique. Il n'existait aucune base de données pertinentes. On entreprit des études transversales afin de regrouper les travaux existants, de petite échelle, localisés et édifiants. De nouvelles enquêtes furent menées par des bureaux d'études, dont on demanda qu'ils travaillent rapidement. Les ministres responsables de l'éducation, de la santé, du logement et des affaires sociales furent tenus d'intégrer une politique égalitaire au cœur de leurs programmes, avec pour résultat que des données écossaises relatives à la discrimination raciale étaient désormais publiées sur une échelle sans précédent.

Le sectarisme - la honte écossaise

Les Irlandais constituent la plus grande minorité ethnique immigrée, composée de deux communautés religieuses - les catholiques et les protestants - dont l'intégration a été radicalement différente. Les guerres du XVIIe siècle ont fait

naître une suprématie du protestantisme en Grande-Bretagne, ont pratiquement éradiqué le catholicisme en Écosse, et ont envoyé en Irlande des milliers d'Écossais du sud du pays pour écraser les révoltes catholiques. Bon nombre d'Écossais protestants sont ensuite restés en Irlande, les autorités politiques leur octroyant des privilèges, jusqu'à la guerre civile de 1921 qui entraîna la création de l'État libre irlandais et la partition de l'Irlande du nord, où des milices violentes et une haine sectaire sont toujours d'actualité.

La partition de l'Irlande fut profondément ressentie en Écosse et contribua à une poussée du protestantisme militant. Les églises écossaises se mobilisèrent autour d'un rapport de l'Église écossaise maintenant tristement célèbre : "La menace pour la nationalité écossaise posée par la race irlandaise", publié en 1923. Le recrutement aux loges de L'Ordre d'Orange commémorant la victoire de Guillaume d'Orange sur les forces du mal, c'est-à-dire l'Église catholique et le Pape, est toujours actif en Écosse. En 2002, au moins 50 000 personnes participèrent aux défilés d'Orange en Écosse avant de se rendre en Irlande du Nord pour le point culminant de l'année : le 12 juillet (commémoration de la victoire de Guillaume d'Orange).

Les églises se sont maintenant rendues compte des dangers qu'encourrait l'Écosse si elle importait d'Irlande du nord les formes les plus radicales de haine sectaire. En 2002, l'assemblée générale de l'Église écossaise désavoua son rapport de 1923. En outre, le déclin des industries lourdes et la fermeture des mines ont entraîné une forte diminution de la discrimination d'origine sectaire au niveau de l'emploi. Les mauvaises habitudes ont cependant la vie dure. Des catholiques irlandais, s'appuyant sur leur base ouvrière, prirent des positions de pouvoir dans les syndicats et le parti travailliste, alors que les artisans protestants établirent leur hégémonie dans d'autres domaines.

Le racisme et le système judiciaire

En Écosse, la police doit, depuis 1988, recueillir des informations sur les "incidents raciaux", mais aucune analyse des données ou enquête sur la conduite des procès relatifs aux homicides racistes n'a été réalisée. Les militants contre le racisme sont convaincus que le système judiciaire écossais fait

preuve de préjugés à l'encontre des victimes noires.

Tout au long des longues années sous l'autorité de Westminster, le système judiciaire écossais demeura indépendant et la loi écossaise diffère sensiblement de la loi anglaise ; les procédures judiciaires écossaises relatives aux jurys et à la corroboration des preuves sont différentes. Cette indépendance eut comme conséquence une absence de suivi ethnocentrique des délits autres que les incidents ethniques, les initiatives en matière de programmes d'égalité des chances au niveau du recrutement et de la formation des policiers et des avocats étaient rares, et le programme de droit n'abordait pas spécifiquement la question du racisme et des crimes. En outre, le système de justice pénale était resté insensible aux contestations antiracistes antérieures.

Le système de justice pénale écossais fait désormais l'objet d'une surveillance sans précédent par le Parlement, par le réseau d'organisations non gouvernementales pour les minorités ethniques et par le mouvement antiraciste. Des changements perceptibles s'en sont ressentis dans la culture des tribunaux, où le racisme est dorénavant pris au sérieux, tant au niveau de la motivation que du contexte du délit.

L'Écosse et les demandes d'asile

Glasgow est la seule grande ville du Royaume-Uni à s'être portée volontaire pour accueillir des demandeurs d'asile dispersés par le service national de soutien aux demandeurs d'asile (NASS), et accueille désormais 6 000 demandeurs d'asile hébergés en HLM dans les quartiers les plus pauvres de la ville. Bien que des programmes d'évacuation de réfugiés chiliens, Bosniaques et Kosovars aient déjà été entrepris, rien à l'échelle du programme actuel n'avait jamais été tenté. En outre, les programmes précédents n'avaient pas été élaborés en association avec une agence aussi autoritaire et interventionniste que le NASS. Aucune dotation financière n'avait été mise en place pour faciliter l'intégration sociale des nouvelles communautés, et le système de bons d'achat à la place d'argent liquide était universellement détesté, autant par les demandeurs d'asile se sentant humiliés, que par les agences travaillant pour les réfugiés et devant soutenir financièrement les demandeurs d'asile dans le besoin en raison de l'inefficacité du NASS,

ou par les responsables de magasins où les queues à la caisse étaient ralenties à cause de la complexité des bons. Les bons eurent comme effet de stigmatiser une population déjà vulnérable au racisme.

Glasgow chercha à intégrer les familles en proposant des cours de langue intensifs pour les enfants dans des centres spécialisés et en offrant du soutien linguistique supplémentaire à l'école. Un nombre extraordinaire de volontaires se mobilisa afin d'aider les associations de soutien aux réfugiés, les églises et autres organisations non gouvernementales offrant aux nouveaux venus assistance et soutien social. Des dirigeants de la municipalité évoquèrent le fait que Glasgow avait besoin des compétences et de l'expérience des demandeurs d'asile et qu'ils espéraient que le plus grand nombre possible resterait sur place une fois autorisés de séjour.

Cependant, les demandeurs d'asile ne se sentaient pas en sécurité. Les quartiers où ils étaient logés sont connus pour leur taux de violence et de criminalité. Les réfugiés étaient des cibles faciles à repérer. On avait fait emménager des centaines d'entre eux dans des appartements vides, dans des tours, sans rien expliquer à leurs nouveaux voisins. Ces logements ont grandement besoin d'être rénovés, le taux de chômage est élevé, l'alcoolisme et la toxicomanie sont monnaie courante. Les demandeurs d'asile, originaires d'Afrique, d'Europe et du Moyen-Orient vivaient sans aucune assistance sur le terrain, la police accumulait des rapports d'attaques racistes, mais le conseil municipal ne se préoccupait guère des preuves de plus en plus nombreuses d'intimidation et de violence.

En avril 2000, le conseil municipal et la police se décidèrent à passer à l'action. Le maire convoqua une réunion spéciale des différentes agences concernées, la police introduisit des patrouilles de nuit dans le quartier, fit venir des interprètes pour accompagner les agents sur le terrain, et collabora avec des représentants des demandeurs d'asile et des résidents du quartier, afin de décider des actions prioritaires. Un festival multiculturel fut organisé fin juin, afin de stimuler les actions positives. Les Kurdes et les Afghans, politiquement avertis, les dirigeants des associations antiracistes et les locataires des HLM, qui depuis des années tentaient d'attirer l'attention de la municipalité, conjuguèrent leurs efforts pour réclamer des investissements et des actions pour leur

communauté.

La municipalité réalisa un rapport sur les erreurs commises, suspendit temporairement le programme de dispersion des réfugiés sur le territoire national et reprit les négociations avec

Westminster. Le gouvernement écossais, qui avait en grande partie laissé la ville de Glasgow se débrouiller seule, mit en place un forum pour l'intégration des réfugiés.

Conclusion

L'Écosse présente beaucoup d'avantages au niveau du travail d'intégration des minorités. Ce pays est petit mais riche. Il possède une culture politique socio-démocrate bien spécifique. Cette culture, datant du siècle des Lumières, est sous-tendue par une idéologie socialiste développée par des années de lutte des classes, pendant l'essor et la chute de "l'atelier du monde" que fut l'Écosse. Sa riche culture artistique se caractérise par une forte présence des thèmes de lutte contre l'oppression et l'injustice, la domination et la tyrannie.

Cependant, des inconvénients sont également présents. L'Écosse ne s'est pas libérée de ce qu'un auteur écossais a baptisé "la faute de Saint André" (saint patron de l'Écosse) : la culture insulaire institutionnalisée par les longues années passées sous la tutelle de Westminster. Une partie de cette culture est non seulement ethnocentrique mais aussi raciste, ce que le gouvernement écossais a d'ailleurs découvert lorsqu'il a examiné les données annuelles relatives aux incidents raciaux et lu les résultats de la première enquête nationale sur le racisme. Pendant des années, les Écossais s'étaient persuadés que le racisme n'existait pas chez eux en comparant leur situation aux émeutes raciales des villes anglaises rapportées par les médias.

Le consensus socio-démocrate signifie que les droits des femmes, des minorités ethniques, des demandeurs d'asile et des réfugiés peuvent être intégrés en profondeur dans un système politique. Il signifie également que l'extrême droite n'a pas établi de base politique et que son influence est à ce jour très marginale. Néanmoins, la capacité de l'Écosse à surmonter les défis posés, année après année, par la détérioration de la situation mondiale n'a pas souvent été mise à l'épreuve. Les lignes de faille de l'Écosse sont évidentes et les bases économiques d'une immense inégalité se profilent. Une enquête récente sur les enfants de demandeurs d'asile a montré que l'école a une place primordiale dans leur vie : ils ont envie et besoin d'apprendre. Mais ils ne se sentent pas en sécurité, ils sont victimes de racisme et d'intimidations. Beaucoup de leurs voisins ne se sentent également pas en sécurité ; ils sont terrorisés par une vague de crime alimentée par le chômage, la pauvreté et la désaffection. Au final, comme l'exprime le mouvement contre le racisme et la pauvreté du quartier de Sighthill à Glasgow, la question à se poser est la suivante : comment créer une communauté sûre pour tous ? ■